



APFR

Association Nationale pour la Prestation
de Fidélisation et de Reconnaissance
des Sapeurs-Pompiers Volontaires

Mesdames et Messieurs les Présidents
de Conseils d'administration
des services départementaux d'incendie et de secours

Paris, le 28 septembre 2016

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre un point de situation ainsi que les perspectives du dossier de réforme de la Prestation de fidélisation et de reconnaissance (PFR) à la date du 26 septembre 2016 accompagné de la proposition de loi déposée par MM. Leroux et Bacquet le 21 septembre dernier.

En ce qui concerne l'APFR, l'objectif est bien la finalisation de cette réforme dans les meilleures conditions et délais les plus brefs, et au plus tard à la fin du premier semestre 2017.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Alexandre JOLY
Président
de l'Association nationale
pour la prestation de fidélisation et de reconnaissance
des sapeurs-pompiers volontaires

COPIE : - FNSPF
- DSCGC



APFR

Association Nationale pour la Prestation
de Fidélisation et de Reconnaissance
des Sapeurs-Pompiers Volontaires

**MISE EN ŒUVRE DE LA PFR
DE 2^{ÈME} GÉNÉRATION
SITUATION ET PERSPECTIVES À LA DATE DU
26 SEPTEMBRE 2016**

Au cours de ces vingt dernières années, plusieurs dispositifs de prestations de fin de service versées aux anciens sapeurs-pompiers volontaires (SPV) ont été institués, avec pour objectifs le développement, la fidélisation du volontariat et la reconnaissance de leur engagement au service de la collectivité nationale : allocation de vétérance¹, allocation de fidélité, et depuis le 1^{er} janvier 2005, la prestation de fidélisation et de reconnaissance gérée dans le cadre d'un régime par capitalisation² (dite PFR 1).

Au terme du contrat de onze ans conclu avec l'assureur³ chargé de la gestion de ce régime, un consensus s'est dégagé entre les élus des SDIS et la FNSPF sur la mise en place à compter du 1^{er} janvier 2016, sans rupture de droits pour les SPV, d'une PFR de deuxième génération (dite PFR 2). Gérée en flux budgétaire, cette prestation sera désormais financée par les SDIS sur leur budget annuel.

A l'issue du 123^{ème} Congrès national des sapeurs-pompiers de France, l'Association nationale pour la PFR a souhaité informer les différents acteurs de la communauté des services d'incendie et de secours, et tout particulièrement les SDIS et les sapeurs-pompiers volontaires, sur la situation du dossier «PFR» et ses prochaines perspectives.

« PFR1 » : la gestion de la fin du 1^{er} régime

Le financement par capitalisation de la « PFR1 » a en effet pris fin au 31 décembre 2015, au terme du marché et des contrats conclus entre l'Association nationale pour la PFR et CNP Assurances. Ainsi et depuis de nombreux mois, l'APFR s'attache, tant avec l'assureur et gestionnaire qu'avec l'ensemble des SDIS, à clôturer définitivement les comptes 2015 de la « PFR1 », qui ont révélé un besoin de financement complémentaire, lié en particulier à une forte augmentation des anciennetés et donc des droits acquis par les sapeurs-pompiers volontaires. Appelé auprès des SDIS en janvier 2016, le versement de ces contributions publiques complémentaires pour 2015 n'est pas encore totalement achevé.

CNP Assurances devant demeurer l'assureur et le gestionnaire de la « PFR1 » jusqu'à son extinction, chargé notamment de la poursuite de la liquidation et du versement des prestations, des négociations sont actuellement en cours entre l'APFR et CNP Assurances pour formaliser cette continuité de gestion.

En effet, si les SPV n'acquiescent désormais plus aucun droit dans ce 1^{er} régime et ne versent plus de cotisations (ni obligatoire, ni facultative), les droits qu'ils ont acquis, entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2015, sont intégralement préservés, sécurisés et d'ores et déjà financés par les provisions financières réalisées au cours des 11 dernières années.

La mise en place de la « PFR2 »

Dès l'engagement des premières réflexions sur le projet de « PFR2 », les élus des SDIS et de la FNSPF ont souhaité s'accorder sur des principes cadres devant guider les discussions à venir. C'est l'objet du « Pacte relatif à la réforme du régime PFR » signé le 06 avril 2016 entre toutes les autorités concernées (ministre de l'intérieur, présidents de l'Assemblée des départements de France, de l'Association des maires de France, de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours, du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires, de l'Association nationale pour la PFR et de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France) qui prévoit :

¹ Loi n°96-370 du 3 mai 1996 modifiée relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers

² Loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile

³ CNP

- ✓ La volonté unanime des différents partenaires de maintenir le niveau d'ambition de la PFR comme levier majeur de la priorité nationale accordée à la fidélisation et la reconnaissance du volontariat ;
- ✓ Le bénéfice des mêmes prestations et conditions d'ancienneté que la PFR1 (montants, seuils, y compris en cas d'accident, maladie, décès ou réversion), ainsi qu'une revalorisation annuelle (selon le même mécanisme que l'allocation de vétérance) ;
- ✓ La stabilité du régime juridique, fiscal et social des futures prestations (exonération d'impôt et de cotisation sociale ; incessibilité, insaisissabilité et caractère cumulable avec tout revenu ou prestation sociale) ;
- ✓ La pérennité d'un engagement financier de l'Etat aux côtés des collectivités locales.

Dossier majeur pour l'ensemble des partenaires concernés, la mise en place de la nouvelle « PFR2 » s'inscrit dans un cheminement relativement long, lié en particulier à l'élaboration et l'adoption des textes législatifs et réglementaires nécessaires.

Point de départ de cette «PFR2», une proposition de loi (n° 4044) de MM. Bruno LE ROUX, Jean-Paul BACQUET, et plusieurs de leurs collègues, relative aux sapeurs-pompiers professionnels et aux sapeurs-pompiers volontaires a été déposée le 21 septembre 2016 à l'Assemblée Nationale (<http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion4044.asp>). Son adoption définitive par le Parlement est fortement attendue d'ici la fin d'année 2016 et au plus tard en début d'année 2017. Elle sera complétée par un projet de décret « PFR2 », après finalisation des derniers arbitrages sur différents points techniques.

Pour l'APFR, l'objectif est bien la finalisation de la « PFR2 » dans les meilleures conditions et les plus brefs délais, et au plus tard d'ici la fin du premier semestre 2017.

Quels impacts pour les SPV ?

L'APFR attache une importance toute particulière à la question de la cohérence et de la continuité des droits des SPV qui concerne tout spécialement les SPV toujours en activité au 1^{er} janvier 2016, poursuivant leur engagement et y mettant fin ultérieurement.

Ainsi, la transition et la mise en place de la « PFR2 » inspirées du précédent de la « PFR1 », devra tenir compte de la diversité des situations personnelles et des droits des SPV en fonction des différentes prestations existantes (allocation de fidélité, PFR1, allocation de limite d'âge ou de tuilage, PFR2).

La composition de la prestation de fin de service qui pourrait être perçue par les SPV toujours en activité au sein d'un corps départemental au 1er janvier 2016, quand ils cesseront ultérieurement leur activité (après avoir atteint au moins l'âge de 55 ans), devrait alors être la suivante :

Profil	SPV ayant déjà 20 ans de service au 31 décembre 2004	SPV ayant atteint 20 ans de service entre le 1 ^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2015	SPV n'ayant pas 20 ans de service au 1 ^{er} janvier 2016 (y compris 20 ans exactement à cette date)
PFR1 transitoire	Allocation de fidélité versée par le SDIS Allocations versées par CNP	Sans objet	Sans objet
PFR1 pérenne	PFR 1 versée par CNP	PFR 1 versée par CNP	
PFR2	PFR 2 financée par le SDIS	PFR 2 financée par le SDIS	PFR 2 financée par le SDIS
<i>Prestation totale du SPV arrêtant son activité à partir de 2016, en fonction de ses années de services et des franchissements de seuils d'ancienneté</i>	<i>La prestation de fin de service sera l'addition de ces trois éléments</i>	<i>La prestation de fin de service sera l'addition de la PFR 1 et de la PFR 2</i>	<i>La PFR 2 composera la prestation de fin de service.</i>

Par ailleurs, la situation des anciens SPV ou ayant droit d'ores et déjà bénéficiaires d'une prestation de fin de service (allocation de vétérance ou de fidélité, PFR 1) restera naturellement inchangée, et donnera lieu aux versements attendus en 2016.

Enfin, l'APFR veillera au remboursement des cotisations, obligatoires et facultatives, qui ont été versées, aux SPV qui ne justifient d'aucun droit à une rente en points dans le régime « PFR1 ». En revanche, pour les SPV en droit de percevoir une rente « PFR1 », les points acquis au titre de leurs cotisations seront directement intégrés dans leur prestation versée par CNP Assurances.

Quel coût pour les SDIS en 2016 ? En 2017 ?

Lors des débats sur la « PFR2 » à l'occasion de ses assemblées générales, l'APFR avait recommandé aux SDIS d'inscrire dans leur budget 2016 un montant identique à la contribution publique « PFR1 » 2015 (soit pour l'ensemble du territoire un montant de 70 millions d'euros, incluant les 32 millions d'euros effectivement versés en 2016 par l'Etat aux départements).

Il est probable que l'appel de fonds effectué, au titre du complément de contributions publiques 2015 annoncé (34 millions d'euros appelés en janvier 2016) soit le seul appel de fonds pour 2016.

En effet, techniquement, la « PFR2 » ne sera pas définie.

Pour 2017, les SDIS auront ainsi à verser la « PFR2 » due au titre de 2016 (pour les SPV concernés et ce, dans la plupart des cas, en complément de l'allocation de fidélité et de la PFR1) et celle due au titre de 2017.

Afin de disposer avec certitude des financements indispensables au lancement attendu de la « PFR2 » et au versement des prestations dues aux SPV concernés ayant cessé ou qui cesseront leur engagement, l'APFR renouvelle sa recommandation aux SDIS d'inscrire dans leur budget prévisionnel au minimum le montant du complément de contributions publiques 2015 (c'est-à-dire le solde de la provision 2016).

EN BREF, LA « PFR 2 »

- Succède à la « PFR1 » au 1^{er} janvier 2016
- Des prestations identiques à la « PFR1 »
- Pas de cotisation des SPV
- Sera financée par les SDIS sur leur budget annuel
- Une mise en œuvre et un versement des nouvelles prestations dans les meilleurs délais et au plus tard à la fin du 1^{er} semestre 2017, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2016

Alexandre JOLY
Président de l'APFR

Eric FAURE
Président de la FNSPF